

# CONTRE LA VIE CHÈRE, NOUS NE PAYONS PAS NI CASINO, NI UNEDIC, TOUT POUR TOUS

Jeunes, travailleurs précaires et sans boulot, avec ou sans RMI, chômeurs et intermittents, mal logés, nous organisons aujourd'hui ce pique-nique parce que ceux qui dirigent veulent nous faire payer leur crise, tout comme à l'immense majorité des salariés.

**MAIS NOUS NE PAYERONS PAS.**

Il nous faudrait subir l'arrogance des nantis de ce monde qui s'acharnent à dénoncer les assistés, encaisser l'insulte de ces 200 euros versés en avril aux millions de personnes qui dépendront du RSA; se soumettre à un chantage à l'emploi qui n'a jamais été aussi violent : *La personne au RSA qui refusera deux fois un emploi, on lui coupe tout !* (Sarkozy le 27 janvier à Chateauroux) ? Alors que les banques et les entreprises se font assister à coups de milliards, ce serait à nous de serrer la ceinture ? **IMPOSSIBLE.**

Vivre dans des taudis et errer sans domicile, accepter des boulots de merde et mendier des miettes de droits, ça suffit ! De nombreux conflits prolongent les grandes manifestations du 29 janvier dernier. La détermination des grévistes guadeloupéens nous met en joie. Des grèves, boîte par boîte, la mobilisation en cours dans les universités, le montrent elles-aussi : **SEULE L'ACTION COLLECTIVE PERMET DE SE DÉFENDRE, DE S'EXPRIMER, D'ARRACHER CE MINIMUM DE LIBERTÉ SANS QUOI LA VIE N'EN EST PAS UNE.**

Ils ont imposé la flexibilité, qu'ils en paient le prix. Ce n'est pas la richesse qui manque, c'est la politique. Et c'est à nous de la faire. Contre la destruction des droits collectifs par l'individualisation de prétendus mérites, nous avons besoin d'arracher un revenu, pour tou-te-s, avec ou sans emploi, qui permette de vivre et de résister à la précarisation. Sans aucun scrupule, ils ont prétendu que le besoin de logement se réglerait par l'accès au crédit, que la solution était dans l'endettement pour devenir « tous propriétaires ». La crise des subprimes aux États-Unis le prouve, leur modèle débile et injuste s'effondre. Imposons maintenant le libre choix de son emploi et le droit au logement de son choix.

**NOUS SOMMES ÉVIDEMMENT SOLIDAIRES** des travailleurs exploités dans les grandes surfaces pour des salaires de misère. Parce que pour survivre, nous devons nous aussi fréquemment accepter des heures « complémentaires » quand le chiffre d'affaires des entreprises l'exige. Nous savons que les frontières entre salariés dessinées par nos maîtres sont fausses. Ils nous opposent les uns aux autres, mais parmi la minorité de chômeurs indemnisés,

700 000 personnes sont employées à temps partiel ou par intermittence : intérimaires, CDD ou CDI, les administrations appellent ça des « chômeurs en activité à temps réduit ». Là aussi, ce qui est exploité par les entreprises c'est la disponibilité et le besoin de survivre.

**POUR NOUS, COMME POUR BEAUCOUP DE CEUX QUI TRAVAILLENT ICI, LA FIN DU MOIS C'EST PRESQUE TOUS LES JOURS.**

Si nous avons choisi d'agir ici, c'est aussi parce que le groupe Casino a porté plainte pour « vol en réunion » à l'encontre de collectifs de précaires qui, en décembre dernier, à Rennes, Grenoble et Paris, ont collectivement récupéré des produits dans ses supermarchés. Les responsables avaient donné leur accord aux manifestants et la police, présente en nombre, n'était pas intervenue. C'est plus tard, pour intimider ceux qui refusent le sort qui leur est fait et prennent en main leurs affaires, que le groupe Casino a décidé de considérer que ce serait du vol.

**NOUS EXIGEONS QUE CASINO RETIRE**

**SES PLAINTES ET APPELONS TOUS LES CONCERNÉS À AGIR EN CE SENS.** Ce ne sont ni les succursales de ce groupe qui manquent, ni les moyens d'agir.

Nous en avons assez de survivre avec des minima à 400 euros quand les entreprises du CAC 40 ont versé aux actionnaires 99 milliards de bénéfices en 2008. Nous en avons assez des promesses non tenues de relogement des familles qui ont occupé en 2007 la rue de la Banque et sont contraintes de dormir à nouveau sur le trottoir. Nous en avons assez du mépris et de la morgue du pouvoir et du patronat (dont Casino, représenté à l'Unedic), qui cherchent à imposer, avec le concours de la CFDT, une convention d'assurance-chômage qui va exclure plus rapidement des dizaines de milliers de chômeurs.

**CES RICHESSES QUE NOUS AVONS PRODITES, NOUS NOUS EN RÉAPPROPRIONS AUJOURD'HUI AVEC VOUS UNE INFIME PARTIE. LA SUITE DÉPEND DE CHACUN ET DE TOUS. LA GRÈVE EN GUADELOUPE LE DIT, C'EST UNE LONGUE MANCHE.**

Chômeurs, précaires, intermittents, mal logés en lutte !  
18 février 2009  
Avec AC!, Cip-idf, DAL, L'appel et la pioche

